

De Berlin à Genève

La montée révolutionnaire mondiale bouleverse les plans de Wall Street et ceux du Kremlin

La crise américaine devancera-t-elle la guerre ?

La marche à la guerre de l'impérialisme américain apparaît aujourd'hui ralentie. Bien qu'aucun accord spectaculaire n'ait été conclu à Berlin, Washington ne rompt pas le contact avec Moscou. Les négociations, publiques et secrètes, se poursuivent.

Pourtant la dépression économique s'approfondit aux USA et les dirigeants américains savent parfaitement qu'il n'existe d'autres moyens que la guerre pour faire face aux contradictions économiques du régime capitaliste.

Mais, pour déclencher la guerre, l'impérialisme américain devait réaliser un minimum de conditions économiques, politiques et stratégiques ; et la montée révolutionnaire mondiale, bouleversant tous ses plans, ne lui a pas permis de les réaliser, l'expulsant de Chine, le tenant en échec en Corée et au Vietnam, s'étendant maintenant à l'Europe, avec la grève générale d'août 53 en France, rendant caducs ses plans primitifs de réarmement atlantique.

Aussi devient-il de plus en plus probable que la crise économique américaine devancera la guerre. Aussi Washington est-il à la recherche d'une nouvelle politique ; et ne veut-il pas rompre le contact avec Moscou, au moment où des groupes capitalistes de plus en plus nombreux et influents, au sein du « gouvernement de milliardaires » d'Eisenhower, envisagent avec faveur, pour faire face à la crise, la reprise du commerce avec l'Est.

Malenkov est conciliant... sur le dos des autres

C'est en effet sur le dos des autres — de la Chine populaire, du Vietnam — que Malenkov est prêt à faire des concessions. Troquer l'abandon de l'Allemagne orientale contre celui de la CED, le Kremlin l'envisagea sérieusement au printemps 1953, il ne peut plus le faire aujourd'hui. Car entre temps, il y a eu le soulèvement révolutionnaire du 17 juin en Allemagne orientale, et les manifestations du mécontentement des masses dans toute l'Europe orientale.

L'abandon de l'Allemagne orientale, qu'au surplus les dirigeants militaires russes, dont l'influence ne cesse de croître au Kremlin depuis l'appui qu'ils ont prêté à Malenkov pour abattre Beria, voient d'un mauvais œil, ébranlerait le régime stalinien dans toute l'Europe orientale. Réalisée dans un tel contexte politique, l'unité allemande pourrait avoir de telles répercussions révolutionnaires que l'on comprend pourquoi Malenkov la redoute autant que Dulles et Adenauer.

Aussi est-ce en Asie — sur le dos des autres — que Malenkov envisage des concessions. À l'aube de la conférence de Berlin, *La Pravda* écrivait (le 19 janvier) : « Une détente n'est possible que si la voie est ouverte non seulement à la solution de problèmes européens, mais aux problèmes urgents d'Asie ». Et la conférence terminée le 4 mars, Molotov déclarait : « Un jugement définitif sur la conférence de Berlin ne peut pas encore être porté — pas avant que la conférence de Genève n'ait eu lieu. »

CED, plan Malenkov ou États-Unis Socialistes d'Europe ?

Molotov songeait-il sérieusement à négocier l'abandon de la CED à Berlin ? Le 25 février, Bidault a pu déclarer à la commission des Affaires étrangères sans qu'il lui soit opposé aucun démenti : « J'ai demandé à M. Molotov ce qui se passerait si la France

modifiait sa politique à l'égard de la CED. Il m'a été répondu d'une manière assez vague que ce changement serait enregistré comme un geste de détente. M. Molotov n'a rien ajouté. »

Quant au plan Molotov de sécurité collective des États européens, il ne peut être considéré comme un moyen réel pour faire obstacle aux plans de guerre de l'impérialisme. Peut-on imaginer un seul instant que, si l'impérialisme américain décide de déclencher la guerre contre-révolutionnaire, l'intérêt de classe ne primerait pas toute autre considération pour la bourgeoisie européenne ? Que les États bourgeois d'Europe ne déchireraient pas tous les pactes d'autodéfense qui pourraient les lier aux États ouvriers pour se ranger sous la bannière de Washington — bannière de la bourgeoisie mondiale ?

Oui, le réarmement de l'impérialisme allemand représente une pièce maîtresse — la seule qui reste debout en Europe — dans le jeu de l'impérialisme mondial.

Mais ce n'est pas le rassemblement de tous les bons Français — le rassemblement des travailleurs sous la houlette du fusilleur Daladier, des RPF, Soustelle et Palewski, du collabo Bardoux, du cagoulard Loutanau-Lacau, sous la houlette de l'ennemi de classe — qui peut y faire échec. La grève générale d'août 1953, désorganisant les plans de guerre de l'impérialisme, a montré la voie — la voie de l'action de classe des travailleurs, qui peut imposer la seule solution réaliste : les États-Unis socialistes d'Europe.

Le PC chinois au carrefour

Le gouvernement de la Chine populaire entrera-t-il dans les vues de Malenkov ? Acceptera-t-il de marchander l'abandon du Viet-Minh avec l'impérialisme ? Jusqu'à ce jour, le Parti Communiste chinois, sous la direction de Mao-Tsé-Toung, s'est refusé à appliquer la politique stalinienne de capitulation devant l'impérialisme. C'est ainsi qu'il a conquis le pouvoir, au lieu de capituler devant Chiang-Kai-Chek, comme le conseillait Staline en 1945. Aujourd'hui, des indices semblent montrer qu'une lutte se déroule au sein du PC chinois. Réuni du 6 au 10 février, le Comité central du PC chinois, en l'absence de Mao-Tsé-Toung, entendait un rapport de Liu-Chao-Chi qui dénonçait les trotskystes, les boukhariniens, etc., et insistait sur la nécessité de renforcer l'unité « monolithique » du parti. Le 5 mars, Chen Yun, membre du secrétariat prononçait, toujours en l'absence de Mao, un discours en l'honneur de Staline qui fut immédiatement interprété par la presse bourgeoise mondiale comme l'annonce d'un abandon possible du Viet-Minh par la Chine populaire.

Il est clair qu'une telle politique, si elle était appliquée, pourrait faire perdre à la Chine populaire l'immense prestige gagné par elle chez les peuples opprimés du monde entier. C'est dans la voie qui l'a conduite à la victoire, la voie du soutien sans réserve de la lutte des peuples opprimés contre l'impérialisme — que la révolution chinoise peut être défendue et renforcée. Ho Chi Minh n'est d'ailleurs nullement prêt à jouer l'agneau du sacrifice sur l'autel genevois. Les offensives successives du Viet-Minh, les coups de main hardis auxquels il se livre au cœur même des villes au pouvoir des colonialistes, et ce, depuis l'annonce de la conférence de Genève, le prouvent abondamment. Les forces profondes des masses populaires en lutte contre l'impérialisme triompheront finalement de tous les plans de maquignonnage du Kremlin

Gérard Bloch

La Vérité n° 331

La Vérité n° 331 du 5 au 25 mars 1954